

Revue de presse



Dimanche 06 Février 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances: les banques autorisées à ouvrir des comptes de trésorerie devise

La Banque d'Algérie (BA) a adressé aux banques une nouvelle note relative à l'ouverture des comptes de trésorerie devise, publiée sur son site web. Il s'agit de la note N 02/2022, datant du 26 janvier 2022, et signée par le Directeur Général des changes, Louai Zidi.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

E-Paiement: hausse de 20% du nombre des cartes interbancaires en 2021

Le nombre de cartes interbancaires en circulation a augmenté de 20% au terme de l'année 2021 par rapport à 2020, pour atteindre 11,6 millions de cartes, a indiqué le Groupement d'intérêt économique de la monétique dans son dernier bilan annuel.

Le nombre de cartes interbancaires émises au 31 décembre 2021 a connu une hausse de l'ordre de 1.988.607 cartes supplémentaires par rapport à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 20,67%, selon le GIE Monétique.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

L'assurance Cat-Nat couvre 12% du patrimoine immobilier

L'assurance contre les effets des catastrophes naturelles (Cat-Nat) en Algérie, malgré son caractère obligatoire, ne couvre que 12% des biens immobiliers détenus par les particuliers, a déploré, Youcef Benmicia, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR).



Trésorerie devises : Les banques autorisées à ouvrir des comptes

La Banque d'Algérie (BA) a adressé aux banques une nouvelle note relative à l'ouverture des comptes de trésorerie devise, publiée sur son site web. Il s'agit de la note n°02/2022, datant du 26 janvier 2022, et signée par le Directeur général des changes, Louai Zidi. Elle intervient en application de l'article 4 du règlement n°04-2020 du 15 mars 2020, relatif au marché interbancaire des changes, des opérations de trésorerie devises et aux instruments de couverture du risque de change.



Assurance Cat-Nat : Faible couverture du patrimoine immobilier

L'assurance contre les effets des catastrophes naturelles (Cat-Nat) en Algérie, malgré son caractère obligatoire, ne couvre que 12% des biens immobiliers détenus par les particuliers, a déploré, Youcef Benmicia, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR).



HUILE, PAIN, PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Les limites de la gestion répressive

La nouvelle loi contre la spéculation, qui est entrée en vigueur début janvier, prévoit des peines pouvant aller jusqu'à la perpétuité à l'encontre des spéculateurs. Cela va-t-il suffire pour régler ces crises répétitives ? Les crises et polémiques autour des produits, de première nécessité pour certains d'entre eux, se suivent et se ressemblent. Connaissant des remous ces tout derniers mois, la corporation des boulangers semble vouloir passer à une autre étape dans la protestation, en imposant carrément le prix de 15 DA pour la baguette de pain.

MISES EN DEMEURE ET FERMETURE D'ÉTABLISSEMENTS PHARMACEUTIQUES POUR RÉTENSION DE MÉDICAMENT

« Des accusations infondées », selon l'Association des distributeurs

A l'issue des dernières inspections lancées par le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans le cadre de la lutte contre les pratiques illégales de spéculation, de rétention ou de ventes concomitantes, et en vue de garantir la disponibilité et l'approvisionnement continu des pharmacies d'officine en produits pharmaceutiques inscrits au protocole thérapeutique Covid-19, 20 mises en demeure et la fermeture de deux entreprises pharmaceutiques de distribution ont été prononcées.

MISES EN DEMEURE ET FERMETURE D'ÉTABLISSEMENTS PHARMACEUTIQUES POUR RÉTENSION DE MÉDICAMENT

« Les hausses injustifiées seront sanctionnées par la loi, l'enquête reste ouverte et le contrôle est assuré quotidiennement pour lutter contre les augmentations anarchiques des prix », a affirmé le directeur général du contrôle et de la répression des fraudes au ministère du Commerce. Les opérations de contrôle du ministère du Commerce en 2021 ont révélé un chiffre d'affaires dissimulé dépassant 80 milliards de dinars et ont permis de saisir des marchandises pour une valeur de 2,7 milliards. C'est ce qu'a déclaré le 3 février, sur les ondes de la Radio nationale, le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère, Mohamed Louhaïdia. Et de préciser :

BANQUE D'ALGÉRIE

Les banques autorisées à ouvrir des comptes de trésorerie devise.

La Banque d'Algérie (BA) a adressé aux banques une nouvelle note relative à l'ouverture des comptes de trésorerie devise, publiée sur son site web. La note n° 02/2022, datant du 26 janvier 2022, et signée par le Directeur général des changes, Louaï Zidi précise les modalités de cette note. Laquelle intervient en application de l'article 4 du règlement n° 04-2020 du 15 mars 2020, relatif au marché interbancaire des changes, des opérations de trésorerie devise et aux

instruments de couverture du risque de change. Désormais, les banques «peuvent ouvrir des comptes de trésorerie devise, sur les livres de la Banque d'Algérie».



1200 MÉDECINS ALGÉRIENS ADMIS À EXERCER EN France

L'EXODE CONTINUE

Les lauréats algériens représentent plus de la moitié des effectifs reçus à l'examen EVC (soit 1200 sur les 1993 postes ouverts cette année)

L'Algérie serait-elle en passe de devenir le fournisseur principal de praticiens de l'Hexagone ?

Près de 1200 médecins spécialistes algériens ont été reçus à l'examen EVC (épreuves de vérification des connaissances), précieux sésame leur permettant d'exercer dans les hôpitaux français, selon les résultats publiés vendredi 4 février sur le site du Centre français de gestion des praticiens hospitaliers (CNG). Les lauréats algériens représentent plus de la moitié des effectifs reçus (soit 1200 sur les 1993 postes ouverts cette année). L'Algérie serait-elle en passe de devenir le fournisseur principal de praticiens de l'Hexagone ?



E-PAIEMENT

GIE Monétique fait son bilan et explique les retards

Le taux de dotation en TPE est expliqué dans le bilan par «une faible adhésion des commerçants fuyant la traçabilité des transactions effectuées, en plus des prix jugés élevés des TPE, tout comme les frais d'exploitation et de maintenance associés à ce genre de terminaux ou encore le manque de professionnels pour l'installation et la maintenance de ces appareils».

Le nombre de cartes interbancaires en circulation a augmenté de 20% au terme de l'année 2021 par rapport à 2020, pour atteindre 11,6 millions de cartes, a indiqué le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique) dans son dernier bilan annuel, repris par l'APS. Le nombre de cartes interbancaires émises au 31 décembre 2021 a connu une hausse de l'ordre de 1 988 607 cartes supplémentaires par rapport à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 20,67%, selon le GIE Monétique.

ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

Quel avenir pour l'accord d'association ?

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a reçu lundi dernier à Alger l'ambassadeur et chef de la délégation de l'UE en Algérie, Thomas Eckert, qui a pris ses fonctions à la mi-septembre 2021. Si cette rencontre a permis d'aborder certaines questions liées à la coopération avec l'UE dans le secteur, tel que rapporté par l'APS, il n'en demeure pas moins que le sujet central sur lequel tous les regards restent braqués est le partenariat dans son ensemble, tel qu'il a été mis au point par le truchement de l'accord d'association. Et pour cause, cet accord entre l'Algérie et l'Union européenne est dans un état stationnaire, notamment depuis que le président Tebboune a appelé à la nécessité de procéder à sa révision selon une approche «gagnant gagnant».



L'ÉDITO

Hémorragie

Le chiffre donne le tournis : plus d'un millier de médecins algériens ont passé avec succès les épreuves de vérification des connaissances (EVC), première étape de la procédure d'autorisation d'exercice en France. Ils vont bientôt aller grossir les rangs de ces milliers d'autres établis dans l'Hexagone depuis plusieurs années déjà. Fait curieux : à se fier à certaines informations des médias français, les Algériens constituent le gros du contingent des médecins qui postulent au départ parmi plusieurs dizaines de nationalités qui concourent à l'exercice du métier en France. C'est dire tout le malaise qui couve au sein d'une corporation gagnée, comme d'autres corps, par le phénomène de l'exil.



DE NOMBREUX PRODUITS NE SONT PLUS À LA PORTÉE DES MÉNAGES

Les raisons d'une hausse continue des prix Hausse des cours mondiaux, dévaluation du dinar, crise sanitaire, augmentation des prix du fret, baisse de production..., tous les éléments semblent réunis pour une flambée de la mercuriale de pratiquement tous les produits de consommation



OUVERTURE DU TRANSPORT MARITIME À L'INVESTISSEMENT PRIVÉ

Enjeux et profits d'une démonopolisation. L'ouverture du transport maritime à la concurrence devrait, à coup sûr, faire baisser les prix du fret et améliorer la fiabilité et la qualité des services, tout en permettant à l'économie nationale d'importantes économies sur la facture d'importation. Le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, est revenu à la charge, dimanche dernier, sur le projet d'ouverture du transport maritime et aérien à l'investissement privé. Depuis son premier appel à la démonopolisation du secteur, daté du mois d'août de 2020, force est de constater que le dossier n'a que peu évolué au niveau des institutions de tutelle.



ABDALLAH SERIAL, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION PATRONALE DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE

“Le transport maritime pèse lourd dans la balance des paiements”

Lors du dernier Conseil des ministres, le chef de l'Etat a insisté, à nouveau, sur l'accélération de l'ouverture des transports aérien et maritime à l'investissement privé. Selon vous, quels sont les facteurs-clés de réussite de ce projet ?

En notre qualité de professionnels du secteur et de uureau du Syndicat des transports et de la logistique, nous avons soumis, en août 2021, dans le cadre de notre organisation patronale, un programme bien détaillé au ministre des Transports ; ce programme renferme les actions urgentes à mener dans les secteurs de l'aérien (passagers et marchandises), du maritime (refonte des TM et ouverture au secteur privé) ainsi que pour les ports qui méritent une refonte totale de leur organisation.



TAXE FORFAITAIRE SUR LES PRODUITS TABAGIQUES

Les précisions de la direction des impôts. La loi de finances 2022 a revu à la hausse le tarif de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques, la faisant passer de 32 DA le paquet à 37 DA, soit une majoration de 5 DA. Les produits tabagiques coûteront plus cher cette année. Dans une circulaire datée du 3 février 2022, adressée aux directeurs des grandes entreprises, aux directeurs des impôts de wilaya ainsi qu'aux directeurs régionaux des impôts, la direction générale des impôts (DGI) explicite “les modalités de calcul, de prélèvement, de déclaration et de reversement de la taxe forfaitaire libératoire, applicable sur les opérations de vente des produits tabagiques”.

La DGI évoque, dans la circulaire, les modifications apportées par l'article 116 de la loi de finances 2022 aux dispositions de l'article 68 de la loi de finances 2018, ayant institué la taxe

forfaitaire libératoire, applicable sur les opérations de vente des produits tabagiques. L'article 116 de la loi de finances 2022 a revu à la hausse le taux de cette taxe à 5% au lieu de 3%.



PAIEMENTS PAR INTERNET

Des résultats en deçà des capacités engagées

Les paiements par internet ont connu une croissance annuelle de 70,25% en 2021 par rapport à 2020 en termes de nombre de transactions, indique le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE) dans son dernier bilan, repris hier par l'APS. Ces résultats, note le GIE Monétique, restent cependant "en deçà des moyens et des capacités engagés dans le domaine du paiement par internet par les acteurs de la place monétique interbancaire".



DROIT DE REGARD

GOVERNANCE PÉNALE

Le rapport de la Commission d'enquête parlementaire sur "la pénurie de produits de large consommation" n'est pas encore finalisé. Mais son président s'est exprimé, donnant un aperçu sur les enseignements tirés de ses investigations. "Nous avons pris en considération les chiffres annoncés quant à une disponibilité en quantités suffisantes de l'huile de table, mais lors de nos visites sur le terrain, nous nous sommes rendu compte – et ça reste notre point de vue en tant que commission d'enquête – que ces chiffres sont imaginaires", a-t-il déclaré en substance.

S'appuyant sur un élément de logique économique, le député Kouadria soutient, au sujet de l'huile de table, que les chiffres officiels concernant la production et la consommation de cette denrée ne peuvent être que faux ! Car s'ils étaient vrais – une production de 4 330 tonnes/jour, une demande de 1 600 t/j et une capacité de distribution de 2 000 t/j – on serait en "situation d'abondance et il ne peut y avoir de spéculation". À un moment donné, trop de marchandise leur resterait sur les bras, à ces spéculateurs, et il leur faudra financer ce stockage inutile !



POUR ÉVITER UNE BAISSÉ DE VIGILANCE FACE À LA COVID

Le gouvernement maintient les mesures préventives

Malgré la décrue remarquable ces derniers jours, le gouvernement a décidé de prolonger d'une semaine, et ce, depuis hier, vendredi 4 février, les mesures de prévention contre la Covid-19. La décision a été saluée par les spécialistes et les praticiens. En effet, les mesures prises au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19 et l'autorité sanitaire, entrent dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire qui prévaut depuis plusieurs mois et dont les contaminations enregistrées durant cette quatrième vague, ont, selon un communiqué du premier ministre, atteint le niveau le plus élevé depuis l'avènement de la crise sanitaire.



INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Des mises en demeure contre des distributeurs

Ces laboratoires produisent plus de 140 000 boîtes/jour de Paracétamol. Plus de 1,2 million d'unités d'antibiotiques (anti-Covid-19) ont été également mises sur le marché national ces derniers jours. Une trentaine d'opérations d'inspection ont été diligentées par l'inspection générale du ministère de l'Industrie pharmaceutique et celle relevant des brigades mixtes avec le ministère du Commerce en direction des établissements de distribution au centre, à l'est et à l'ouest du pays durant la semaine écoulée. Ces équipes ont pu constater, sur le terrain, le non-respect des dispositions de la réquisition du 18 janvier 2022 ainsi que la rétention d'une importante quantité de médicaments antiCovid-19, dont l'Enoxaparine et le Paracétamol.



OPÉRATIONS DE VIREMENTS INTERBANCAIRES SUR COMPTES DEVICES

La Banque d'Algérie précise les modalités de fonctionnement

La Banque d'Algérie vient, dans une note adressée aux banques intermédiaires agréées, "de modifier les modalités de fonctionnement des opérations de virements interbancaires sur comptes devises, se déroulant habituellement en chambre de compensation au niveau du site de la Banque d'Algérie abritant la direction générale des relations financières extérieures (DGRFE)".

Désormais, souligne la note signée par le directeur général des relations financières extérieures, Amine Boulesnane, "l'exécution de ce type d'opérations se fait de façon délocalisée".



REGISTRE DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Le délai prorogé au 30 juin 2022

Le délai fixé pour convertir le registre du commerce traditionnel en document électronique a été, une nouvelle fois, prorogé au 30 juin prochain, à la faveur du décret exécutif du 23 janvier 2022 modifiant le décret exécutif du 5 avril 2018 fixant le modèle de l'extrait du registre du commerce délivré sous format électronique. Le décret, publié au Journal officiel n°7, stipule que "le délai de mise en conformité des extraits de registres du commerce prévu par les dispositions de l'article 7 du décret exécutif n°18-112 du 5 avril 2018, fixant le modèle de l'extrait du registre du commerce délivré sous format électronique, modifié et complété, est prorogé au 30 juin 2022".



INDICATEUR FISCAL DE L'AFRIQUE

Les pertes reculent de 8,3 milliards de dollars en 2021

Les pertes fiscales en Afrique ont enregistré une baisse de 8,3 milliards de dollars en 2021, selon le dernier rapport du réseau pour la justice fiscale Tax Justice Network. La baisse a été particulièrement marquée au Nigeria où les estimations de pertes fiscales ont reculé de 8,8 milliards de dollars pour se situer à 2,05 milliards de dollars.

Les autres pays dans lesquels les choses se sont significativement améliorées sont, entre autres, l'Angola et l'Égypte où les estimations de pertes fiscales ont reculé respectivement de 1,8 et de 1,3 milliard de dollars. En revanche les pertes fiscales ont augmenté dans certains pays d'Afrique centrale, comme le Tchad (+1,6 milliard de dollars), le Congo-Brazzaville (+460 millions de dollars), le Cameroun (+175,3 millions de dollars) et le Gabon (+93,6 millions de dollars). "Nous devons reprogrammer le système fiscal mondial afin de protéger le bien-être et les moyens de subsistance des gens plutôt que les désirs des plus riches, où les inégalités cruelles révélées par la pandémie seront enfermées pour de bon.



Loi organique sur l'information

Bientôt en conformité avec la Constitution

« Un avant-projet de loi organique relative à l'information a été examiné lors de la dernière réunion du gouvernement. ce nouveau cadre législatif devrait contribuer «à consolider la liberté

de la presse écrite, audiovisuelle et électronique, et à favoriser l'émergence d'une presse solidement ancrée dans les réalités nationales, consciente des enjeux et respectueuse de l'éthique et de la déontologie», a indiqué le communiqué des services du Premier ministre.

«Ce texte est une valeur ajoutée pour la loi sur l'information d'une manière générale», a indiqué le juriste et politologue Mouloud benacef. Pour lui, le législateur ne voulait pas attribuer à ce secteur, si particulier, un cadre juridique ordinaire, mais plutôt une loi organique qui soit un prolongement direct du texte constitutionnel.



ÉDUCATION NATIONALE

Reprise des cours demain

LE PREMIER MINISTRE, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a décidé de la reprise des cours pour les trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) à partir de ce dimanche, a indiqué jeudi dernier un communiqué des services du Premier ministre.



RÉTENTION DE MÉDICAMENTS

20 mises en demeure adressées à des établissements pharmaceutiques

Vingt mises en demeure ont été adressées à des établissements pharmaceutiques de distribution pour rétention de médicaments inscrits dans le protocole de traitement de la Covid-19, a indiqué jeudi dernier le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre les pratiques illégales de spéculation, de rétention ou de ventes concomitantes, les équipes d'inspection relevant de l'inspection générale du ministère de l'Industrie pharmaceutique et celles relevant des brigades mixtes ministère du Commerce ministère de l'Industrie pharmaceutique ont renforcé et intensifié les opérations d'inspection durant la période allant du 29 janvier au 2 février 2022», selon la même source.



E-PAIEMENT

Les experts insistent sur un développement plus soutenu

LES TRANSACTIONS ÉLECTRONIQUES en Algérie ont poursuivi, en 2021, leur courbe ascendante. D'après le dernier bilan du Groupement d'intérêt économique (GIE) de la

monétique, repris par l'APS, le nombre de cartes interbancaires en circulation a augmenté de 20% au terme de l'année 2021 par rapport à 2020, pour atteindre 11,6 millions de cartes.

Docteur en analyse économique, M'hamed Hamidouche estime que ces chiffres restent sans aucune valeur d'analyse tant on n'a pas intégré les outils statistiques tels que le degré de signification de ces chiffres par rapport respectivement au test de Fischer et Student ainsi qu'aux différentes variables à l'image de la taille de ce taux d'augmentation par rapport à la population effective et à la pyramide des âges. Pour lui, ces chiffres ne peuvent en aucun cas constituer une assise pour une analyse ou pour faire sortir des recommandations.



SPÉCULATION

2,7 milliards de DA de marchandises saisies en 2021

Le Directeur général du contrôle économique et de la répression de la fraude (DGCERF) au ministère du Commerce, Mohamed Louhaidia a révélé dans L'invité de la matinale de la Chaîne I de la Radio algérienne, la saisie de plus de 82 tonnes de l'huile de table, pour un montant de 2 millions de DA, en un mois. Dans le cadre de la lutte contre la spéculation sur les produits de large consommation, Mohamed Louhaidia a précisé que durant l'année de 2021, la valeur des quantités saisies par les services de contrôle a atteint 2,7 milliards de DA.



REGISTRE DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Le délai de la mise en conformité prolongé

Le délai de la mise en conformité des extraits de registres de commerce prévu par les dispositions de l'article 7 du Décret exécutif n° 18-112 du 18 Rajab 1439 correspondant au 5 avril 2018, modifié et complété est prorogé au 30 juin 2022, selon le dernier numéro du Journal officiel. Les administrations publiques et les établissements publics économiques ne peuvent accepter, dans leurs transactions commerciales après l'expiration de ce délai, que les extraits du registre de commerce délivrés sous format électronique, selon la même source.



Tout en reconduisant le dispositif anti-Covid-19

L'Etat avertit contre toute violation sanitaire

En s'engageant dans la réouverture des établissements scolaires après le passage affreux de la quatrième vague de la Covid-19, l'Etat a décidé de reconduire le dispositif de protection et de

prévention sanitaire contre la Covid19. Une mesure raisonnable. A compter d'hier, le dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 est maintenu et reconduit pour une nouvelle durée, une mesure décidée par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, en application aux instructions du Chef de l'Etat, c'est ce qu'a rapporté avant-hier un communiqué des services du Premier ministre.



[Un «choc haussier» menace le marché mondial](#)

[Le pétrole s'envole au-dessus de 92 dollars](#)

Les prix du pétrole, les deux références (Brent et WTI) ont dépassé, hier, la barre des 92 dollars. une hausse prévisible, après l'annonce, mercredi dernier, des 23 pays membres du groupe informel Opep+ de maintenir leur stratégie de production inchangée pour le mois de mars, (augmentation de 400.000 b/j), en pleine crise énergétique et hausse accélérée de la demande. Ce trend haussier se poursuivra dans les prochains jours ou semaines, ou même mois, si l'Iran ne reviendrait pas sur le marché et la crise ukrainienne venait à s'aggraver. Unaniment, les experts et spécialistes du domaine table sur un «choc haussier des prix du brut».



[Monétique: Hausse de 20% du nombre des cartes interbancaires](#)

Les transactions électroniques en Algérie ont poursuivi en 2021 leur courbe ascendante, au bénéfice du changement des habitudes des consommateurs algériens, davantage portés sur les retraits sur distributeurs automatiques de billets, mais aussi sur le paiement par internet. En effet, le nombre de cartes interbancaires en circulation a augmenté de 20% au terme de l'année 2021 par rapport à 2020, pour atteindre 11,6 millions de cartes avec l'objectif de doter 50% de la population adulte d'une carte bancaire d'ici 2024, a indiqué le Groupement d'intérêt économique de la monétique dans son dernier bilan annuel.



[Réunion du gouvernement](#)

[Plusieurs secteurs passés au crible](#)

Le gouvernement compte améliorer la coordination entre les acteurs du système national d'information statistique. Passant au crible plusieurs secteurs, en vue de suivre l'évolution des réformes engagées sur le terrain, la réunion du gouvernement, s'est penchée sur les

problématiques récurrentes, telles que la situation des infrastructures sportives et leur fonctionnement, souvent affectée par un manque d'espace et d'organisation, pour permettre aux jeunes de s'épanouir dans différentes disciplines.



Relance économique en 2022

L'urgence de débureaucratiser la société

L'Algérie depuis des décennies est toujours en transition, faute d'une vision stratégique.

Face à la crise multidimensionnelle et, notamment économique, la promotion de l'investissement national et étranger créateur de richesses passe par l'amélioration de l'environnement des affaires. Le défi exige du patronat local du secteur d'Etat et du secteur privé de se mobiliser, aujourd'hui, plus que jamais, pour accroître l'investissement dans tous les secteurs et le déployer à travers tout le territoire national par l'amélioration de la productivité et la compétitivité de sorte que les entreprises algériennes résistent localement à la concurrence extérieure et que la production parte à la conquête de marchés extérieurs.



GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE DE LA MONÉTIQUE : 11,6 millions de cartes CIB en circulation

Le nombre de cartes interbancaires en circulation a augmenté de 20% au terme de l'année 2021 par rapport à 2020, pour atteindre 11,6 millions de cartes, a indiqué le Groupement d'intérêt économique de la monétique dans son dernier bilan annuel. Le nombre de cartes interbancaires émises au 31 décembre dernier a connu une hausse de l'ordre de 1.988.607 cartes supplémentaires par rapport à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 20,67%, selon le GIE Monétique.



أمام صمت وزارة المالية واحتجاجا على النظام الجبائي الجديد

3 آلاف محضر قضائي في إضراب بداية من الأحد

يعتزم 3 آلاف محضر قضائي، الأحد، الدخول في حركة احتجاجية ضد قانون المالية، تشمل من خلاله عملية تبليغ الأحكام والقرارات والأوامر القضائية مع توقيف كل عمليات التنفيذ القضائي إلى إشعار آخر. اضراب المحضرين القضائيين الذي يعد الأول منذ 20 سنة، يأتي بعد صمت وزارة المالية وعدم اتصالها بقيادة المحضرين القضائيين لفتح ابواب الحوار، بعد اسبوع من إشعارها بالإضراب، الذي دعت اليه الغرفة الوطنية في اول اجتماع تعقده بتشكيلتها الجديدة منذ اسبوع، تحت ضغط قواعدها الغاضبة، لتنبية السلطات من الخطر الذي يهدد المهنة، جراء تطبيق نظام جبائي “مجحف” على الأعوان القضائيين في قانون المالية الجديد، تصل نسبته 35% من المداخل، لتضاف إليها 15% تذهب إلى اشتراكات الضمان الاجتماعي، مع مصاريف إيجار المكتب العمومي وأجور العاملين به، ليجد نفسه المحضر القضائي وفق النظام الجبائي الجديد في نهاية كل شهر، مجبرا على الاقتراض لتغطية العجز، تمهيدا لإعلان الإفلاس و غلق معظم هذه الدواوين العمومية ونشر يد عشرات الآلاف من العائلات التي يشتغل معيهم بهذه المكاتب.



إجراءات جديدة لتعزيز ثقة الزبائن وفق معايير دولية

رسميا.. وكالات مستقلة بدل الشبايبك الإسلامية بالبنوك!

تتجه البنوك العمومية إلى إضفاء المزيد من الشفافية والمصداقية على الخدمات المالية المطابقة للشريعة، من خلال استبدال الشبايبك الإسلامية بوكالات منفصلة، لضمان عزل أكبر للتعاملات التقليدية الكلاسيكية عن المنتجات الجديدة للصيرفة الإسلامية لاسيما في العمليات المحاسبية وإحصاء المداخل.



حسب التقرير السنوي الأخير لتجمع النقد الآلي:

11.6 مليون بطاقة دفع الكتروني في الجزائر

أشار التقرير السنوي الأخير لتجمع النقد الآلي أن عدد البطاقات البنكية المتداولة قد ارتفع بنسبة 20 في المائة مع نهاية سنة 2021 مقارنة بسنة 2020، ليصل عددها إلى 11.6 مليون بطاقة. وفي هذا الصدد، أوضح تجمع النقد الآلي أن عدد البطاقات البنكية التي أصدرت حتى 31 ديسمبر 2021 قد شهد ارتفاعا بمعدل 1.988.607 بطاقة إضافية مقارنة بنفس الفترة من السنة الماضية، أي بنسبة 20.67 في المائة.



"قانون الإعلام"..التزام آخر يتحقق"

يُنتظر أن يدرس مجلس وزراء قادم، برئاسة رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، المشروع التمهيدي لقانون الإعلام، بعدما درسه اجتماع الحكومة، الأربعاء المنصرم، في إطار استكمال ما تبقى من إصلاحات وتغييرات هادفة في مختلف القطاعات الحيوية.



جديد المعاملات النقدية بـ"الدوفيز"

أرسل بنك الجزائر مذكرة جديدة للبنوك تم نشرها على موقعه الإلكتروني تتعلق بفتح حسابات نقدية بالعملة الصعبة. ويتعلق الأمر بالمذكرة رقم 02-2022 المؤرخة في 26 يناير 2022. وتأتي المذكرة تطبيقا للمادة 4 من النظام الخاص بالبنك رقم 04-2022 الصادرة بتاريخ 15 مارس 2020 حول سوق الصرف ما بين البنوك والمعاملات النقدية بالعملة الصعبة ووسائل التغطية من مخاطر الصرف.



عملا بتعليمات رئيس الجمهورية ومشاورات اللجنة العلمية

نهاية العطلة الاستثنائية وعودة التلاميذ للمدارس غدا

*الوزارة الأولى: حتمية احترام البروتوكول الصحي والتزام اليقظة

*وزارة التربية: مواصلة عملية التلقيح لتحقيق المناعة

قرّر الوزير الأول، وزير المالية، السيد أيمن بن عبد الرحمان، استئناف الدراسة، ابتداء من يوم غد الأحد في كافة الأطوار التعليمية الثلاثة. وحسب بيان لمصالح الوزير الأول، فإنه عملا بتعليمات رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، القائد الأعلى للقوات المسلحة ووزير الدفاع الوطني، وعقب المشاورات مع اللجنة العلمية لمتابعة تطور جائحة فيروس كورونا (كوفيد-19)، والسلطة الصحية، قرّر الوزير الأول، وزير المالية السيد أيمن بن عبد الرحمان، اتخاذ تدابير يتعين تنفيذها بعنوان جهاز تسيير الأزمة الصحية المرتبطة بجائحة فيروس كورونا (كوفيد - 19)، على مستوى قطاع التربية الوطنية.

Le Soir
D'ALGERIE

ILS CONTESTENT LE NOUVEAU RÉGIME D'IMPOSITION

Les huissiers de justice en grève

La liste des mécontents s'allonge. Aux avocats, médecins libéraux, notaires qui rejettent les dispositions de la loi de finances relatives au régime d'imposition, s'ajoutent les huissiers de justice. Ces derniers entament, dès aujourd'hui, un mouvement de grève. Une réunion regroupera l'ensemble des professions libérales concernées par le nouveau régime d'imposition, afin de réfléchir à une riposte commune.

Nawal Imès- Alger (Le Soir)- Après les avocats, les notaires, c'est au tour des huissiers de justice de s'opposer au régime d'imposition introduit par la loi de finances 2022. Dès aujourd'hui, ils entament un mouvement de grève illimité à l'appel de la Chambre nationale des huissiers de justice.

La décision du débrayage avait été prise à l'issue d'une réunion de ses membres en date du 29 janvier dernier. Tout comme les avocats, les huissiers de justice estiment que les dispositions qui les concernent sont «injustes», pouvant tout simplement mener à la «faillite». Ils disent ne pas comprendre que les taxes d'enregistrement des procès-verbaux dépassent la valeur même de l'acte, une telle situation, estime la Chambre nationale des huissiers

finira par «porter atteinte au droit de recourir à la justice» en raison des coûts élevés tout en mettant au chômage un nombre important de huissiers qui n'auront d'autre alternative que de fermer leurs bureaux.

Autant de raison qui les ont poussés à opter pour la grève tout en appelant à l'ouverture du dialogue sur la révision des dispositions de la loi de finances 2022.

Les notaires, qui avaient également dénoncé ces dernières sans pour autant entrer en grève, réclament la même chose. Avant eux les avocats avaient fait grève, paralysant les tribunaux avant d'être conviés à une réunion avec le ministre des Finances à l'issue de laquelle des engagements avaient été pris pour un retour à l'imposition à la source avec l'installation d'une

commission chargée de faire des propositions sur un régime d'imposition qui fasse un peu plus d'unanimité. Les articles de la loi de finances relatifs au régime d'imposition qui concerne plusieurs professions libérales ont provoqué une vague de rejet inédite avec des réactions en chaîne. Pour coordonner leurs actions, des contacts ont été entrepris entre les représentants de l'Union nationale des ordres des avocats, de la Chambre des experts comptables, celle des commissaires aux comptes mais également les ordres des huissiers

de justice, des architectes, des comptables agréés et des conseillers fiscaux en plus des représentants des notaires.

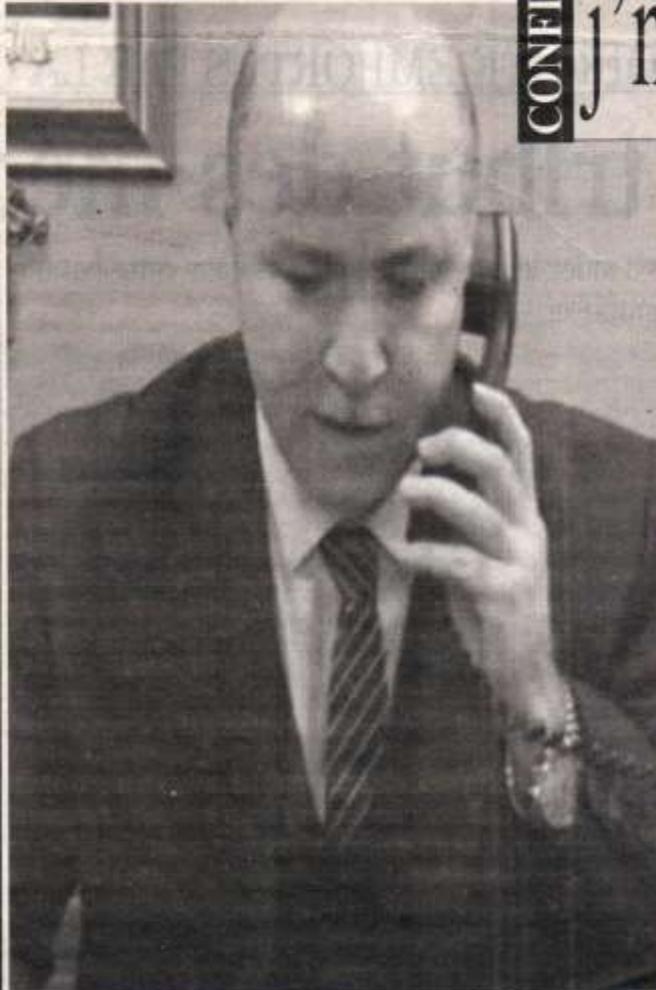
Le Syndicat national des médecins libéraux a, en effet, fait savoir qu'il avait obtenu un accord de principe pour la tenue de ladite réunion dont la date n'a pas été fixée et qui permettra aux représentants des différentes professions de discuter de la meilleure riposte à adopter pour tenter de convaincre le ministère des Finances de l'utilité de réviser le régime d'imposition.

N. I.

CONFIDENTIEL

De Quoi j'me Mêle

◀ 5



Benabderrahmane, demain, en Tunisie

LE PREMIER ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, devrait effectuer, demain, une visite de travail en Tunisie. Une visite intervenant à la veille de la célébration du 64e anniversaire du massacre de Sakiet Sidi Youssef, perpétré par la France coloniale le 8 février 1958, faisant des dizaines de morts et de blessés. Le Premier ministre devrait coprésider avec son homologue tunisienne, Najla Boudene, la 22e réunion de la Haute Commission mixte algéro-tunisienne, dont l'ordre du jour a été au centre de la visite, en décembre dernier, de Benabderrahmane à Tunis. Pour cette visite de deux jours, le Premier ministre serait accompagné des ministres du Commerce et de la Promotion des exportations, de l'Industrie, de l'Énergie, et de la Santé. La tenue de la Haute Commission mixte s'inscrit dans le sillage des recommandations des présidents algérien, Abdelmadjid Tebboune, et tunisien, Kaïs Saïed, émises lors de la visite de Tebboune en Tunisie.

VENTES DES PRODUITS TABAGIQUES

Hausse de la taxe forfaitaire libératoire

La Direction générale des impôts (DGI) vient de sortir une circulaire concernant la taxe forfaitaire libératoire au taux de 5 %, applicable sur les opérations de ventes des produits tabagiques. Cette circulaire a pour objet, d'une part, de porter à la connaissance des services fiscaux les modifications apportées par l'article 116 de la loi de Finances pour 2022

NOMBRE DES CARTES INTERBANCAIRES EN CIRCULATION

Hausse de 20 % en 2021

Le nombre de cartes interbancaires en circulation a augmenté de 20 % au terme de l'année 2021 par rapport à 2020, pour atteindre 11,6 millions de cartes...

PAR RIAD EL HADI

C'est ce qu'a indiqué le Groupement d'intérêt économique de la monétique dans son dernier bilan annuel.

Le nombre de cartes interbancaires émises au 31 décembre 2021 a connu une hausse de l'ordre de 1.988.607 cartes supplémentaires par rapport à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 20,67 %, selon le GIE Monétique. Ce nombre est, ainsi, passé de 9.621.017 en 2020 à 11.609.624 cartes, tous types confondus, en circulation à la fin de l'année dernière. Ces cartes sont réparties entre le parc des banques évalué à 2.768.285 cartes, ce qui représente 24 % du nombre global des cartes en circulation, contre 8.841.339 cartes Edahabia émises par Algérie Poste avec un ratio de 76 % du parc existant. L'ensemble des cartes en circulation représente 40 % du nombre des comptes courants ouverts auprès des banques et d'Algérie Poste estimé par le GIE Monétique à 29.127.921 comptes. Selon le même bilan, 10.248.097 des cartes en circulation bénéficient du service du paiement par internet, dont 94 % fonctionnent avec un mot de passe dynamique (OTP), un système "plus sécurisé", précise GIE Monétique qui explique que les 6 % des cartes qui fonctionnent encore avec un mot de passe statique (586.804 cartes) le font toujours "pour des raisons de mise à jour des numéros de téléphone, nécessaire pour l'OTP". S'agissant des perspectives du développement du nombre des cartes interbancaires, le GIE Monétique estime qu'"une marge de progression est possible". Ainsi, le groupement table sur 5 millions de cartes en plus par rapport à 2021, durant les prochaines années. Le nombre global des cartes interbancaires devraient dépasser les 16 millions à l'horizon 2024, dont 13 millions de cartes Edahabia, d'après les prévisions du GIE Monétique. Le bilan fait état, par ailleurs, d'une croissance annuelle remarquable pour le paiement par internet qui a atteint 70,25 % par rapport à 2020 en matière de



nombre de transactions et 106,07 % en matière de valeur des transactions. Cependant, le GIE Monétique précise que ces chiffres restent "en deçà des moyens et des capacités engagés dans le domaine du paiement par internet par les acteurs de la place monétique interbancaire". Le groupement citera dans son rapport les actions engagées en 2021, en collaboration avec l'ensemble des acteurs impliqués dans ce domaine, visant "la massification" du paiement par internet, à travers notamment l'allègement des procédures d'intégration de la plateforme de paiement sur internet, l'ouverture de l'activité aux développeurs et startups, l'intégration de marketplaces, mais aussi la multiplication des campagnes de communication à destination des clients et des commerçants. L'augmentation du nombre de cartes interbancaires en circulation a été accompagnée par une hausse des transactions effectuées sur les distributeurs automatiques de billets (ATM) de 50,14 % en 2021 avec 87,7 millions de transactions enregistrées d'un montant de l'ordre de 1.728,9 milliards de dinars (+61,13 %). Cette hausse a été réalisée en dépit de la stagnation du parc des ATM (3.053 appareils installés en 2020 contre 3.030 appareils en 2020). Le GIE Monétique justifie "en partie" cette augmentation des transactions par "un changement de comportement des porteurs de cartes algériens" qui optent davantage pour des retraits sur ATM au détriment des retraits à partir des

guichets de postes ou de banques "particulièrement après le lancement de l'interopérabilité et le début de la pandémie du Covid-19". Quant aux transactions électroniques effectuées par des terminaux de paiement électroniques, elles ont enregistré une hausse de 202,14 %, en passant de 711.777 transactions en 2020 à 2.150.529 en 2021. Le montant de ces transactions a augmenté de 219,26 % pour atteindre 15,12 milliards de dinars en 2021 (contre 4,73 milliards de dinars en 2020). Cela a bénéficié d'une augmentation de l'ordre de 10,64 % du nombre de TPE placés auprès des commerçants à travers le réseau des accepteurs, avec un total de 37.561 terminaux contre 33.945 appareils, un an avant. Malgré cela, le GIE Monétique estime que le parc de TPE en Algérie est "largement" inférieur aux besoins réels du marché au vu du nombre des commerçants déclarés et à "une majorité de la population cible, porteurs de cartes interbancaires". Ce taux de dotation en TPE est expliqué dans le bilan par "une faible adhésion des commerçants fuyant la traçabilité des transactions effectuées, en plus des prix jugés élevés des TPE, tout comme les frais d'exploitation et de maintenance associés à ce genre de terminaux ou encore le manque de professionnels pour l'installation et la maintenance de ces appareils".

R. E.

ASSURANCES CONTRE LES CATASTROPHES **Cat-Nat** **ne couvre** **que 12%** **du patrimoine** **immobilier**

L'assurance contre les effets des catastrophes naturelles (Cat-Nat) en Algérie, malgré son caractère obligatoire, ne couvre que 12% des biens immobiliers détenus par les particuliers, a déploré, Youcef Benmicia, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR). L'assurance Cat-Nat "peine à se généraliser, en dépit de son caractère obligatoire", a déclaré M. Benmicia à la "Revue de l'Assurance", précisant que "12% seulement des biens immobiliers détenus par les particuliers sont couverts actuellement par l'assurance Cat-Nat, en Algérie". Ce qui veut dire, a-t-il expliqué, que "près de 90% des citoyens propriétaires de leurs logements ne protègent pas leurs habitations contre le risque Cat-Nat". Même constat pour les commerçants et les entrepreneurs qui préfèrent, dans leur majorité, ne pas souscrire à ce produit, alors qu'ils sont tenus de s'assurer contre les catastrophes naturelles même s'ils ne détiennent pas en toute propriété leurs biens immobiliers. "Pour mettre fin au non-respect du caractère obligatoire de cette assurance par la quasi-totalité des ménages, commerçants et entrepreneurs, des groupes de travail de l'UAR et de la Compagnie centrale de réassurance (CCR) sont en train de revoir la réglementation encadrant le système d'assurance Cat-Nat et conduire via le nouveau dispositif institutionnel à favoriser la généralisation de la souscription à ce type d'assurance", est-il indiqué dans le dernier numéro de la "Revue de l'Assurance", publiée par le Conseil national des assurances (CNA). L'assurance Cat-Nat, qui a été instituée en 2003 et mise en application en 2004, constitue tout de même un "acquis" pour le marché national de l'assurance, souligne M. Benmicia faisant observer que "ce produit existe rarement dans les pays émergents".



حسب تقدير منظمة أوبك

الجزائر ثاني أهم مصدري الغاز الطبيعي المميع عربيا

احتلت الجزائر المرتبة الثانية ضمن أهم وأكبر مصدري الغاز الطبيعي المميع عربيا بعد قطر بمقدار 11.48 مليون طن. وجاءت الجزائر بعد قطر من حيث مستويات الصادرات.

حفيظ. ص

تلك الوجيهات بحصة بلغت 37%، ويعدها فرنسا وإسبانيا وإيطاليا والمملكة المتحدة. ويبلغ مجموع صادرات الجزائر من الغاز المميع خلال العام الماضي نحو 11.48 مليون طن مقابل 10.58 ملايين طن، وذلك بنسبة ارتفاع 7.8% على أساس سنوي. وقدرت صادرات مصر بنحو 6.5 ملايين طن، مقابل 1.5 مليون طن خلال 2020 وسجل إجمالي صادرات الإمارات من الغاز الطبيعي المسال بنهاية العام الماضي نحو 5.9 مليون طن بينما بلغت صادرات سلطنة عمان من الغاز الطبيعي المميع خلال العام الماضي نحو 10.3 مليون طن بنسبة نمو 5.5% على أساس سنوي.

111.7 مليون طن خلال 2021 مقابل 104.5 مليون طن خلال 2020. ومثلت الدول العربية حصة سوقية عالميا في صادرات الغاز الطبيعي المسال بلغت 29.4%، بينما شكلت صادرات بقية دول العالم النسبة المتبقية. وقد احتلت دولة قطر المرتبة الثانية عالميا في إجمالي صادرات الغاز الطبيعي المسال خلال العام الماضي، لتأتي بعد أستراليا ويبلغ مجموع صادرات قطر من الغاز الطبيعي المسال خلال 2021 نحو 77.4 مليون طن، لتستحوذ على النصيب الأكبر من صادرات الدول العربية بنسبة 69.2%. بالمقابل، جاءت الجزائر ضمن أكبر مصدري الغاز الطبيعي المسال إلى أوروبا خلال العام الماضي، إذ كانت تركيا أبرز

● سجلت صادرات الدول العربية من الغاز الطبيعي المميع خلال العام الماضي أعلى مستوى لها منذ عام 2013، بالتزامن مع بلوغ إجمالي صادرات الغاز المسال على المستوى العالمي أعلى معدل لها تاريخيا. وأشار تقرير منظمة الدول العربية المصدرة للبترول (أوبك) إلى أن مجموع صادرات الغاز الطبيعي المميع عالميا سجلت نحو 380 مليون طن، وهو أعلى رقم تشهده صناعة الغاز في تاريخها، مقابل نحو 355.2 مليون طن في 2020. واستطاعت الدول العربية أن تحقق أعلى رقم لها من حيث صادرات الغاز الطبيعي المميع منذ عام 2013، ليبلغ نحو

سجلتها المديرية الجهوية للجمارك الجزائرية بتبسة في 2021/2019

ناتج البيع بالمزاد العلني العمومي يرتفع إلى 93.72 مليار سنتيم

الجهوية للجمارك بتبسة 104 عملية في الثلاث سنوات الأخيرة منها 48 عملية في سنة 2021 ناتج بيع مقدر بـ 7.06 مليون دينار وفي 2019 ومبلغ 3.42 مليون دينار في السنة الأخيرة 2021. جدير بالذكر أن هذه المبيعات تأتي في إطار مختلف أوجه التصرف القانوني حسب التشريعات الجزائرية المعمول بها وتشمل المحجوزات من المركبات وغيرها التي تشرف مصالح الجمارك على بيعها بعد إتمام جميع الإجراءات. زرفاوي عبد الله

منازعات وقرابة 20.70 مليار سنتيم في بئر العاتر و4.84 مليار سنتيم في جمارك أم البواقي. في مقابل ذلك سجلت السنوات الثلاث 2021/2020/2019، 38 عملية بيع بالمزاد العلني المحصور منها 13 عملية في سنة 2021 مقدر 2.61 مليون دينار و56 مليون سنتيم في 2020 وارتفع ناتج البيع بالمزاد العلني المحصور سنة 2021 إلى قيمة 2.23 مليون دينار في القباضات الثلاث تبسة مناقعات ويثر العاتر وأم البواقي وفي وجه آخر للتصرف فيما تعلق بالتنازل الودي سجلت المديرية

واحدة في تبسة مناقعات ويثر العاتر وأم البواقي بإجمالي ناتج بيع في طريقة التصرف في المحجوزات بإجراءات البيع في المزاد العلني العمومي تجاوز 36.31 مليار سنتيم موزعة على مناقعات تبسة بـ 27.67 مليار سنتيم و7.97 مليار سنتيم بيثر العاتر و6.70 في أم البواقي، هذه العمليات التي انعدمت في سنة 2020 لتسجل سنة 2021 خمس عمليات للبيع بالمزاد العلني العمومي وتحقيق ناتج بيع تجاوز قيمة 57.13 مليار سنتيم موزعة 31.85 مليار سنتيم في تبسة

ارتفع ناتج البيع لعمليات المزاد العلني العمومي على مستوى المديرية الجهوية للجمارك الجزائرية بتبسة إلى مبلغ إجمالي يتجاوز الـ 93.72 مليار سنتيم بين سنوات 2019 و2021 رغم عدم إجراء هذه العمليات في 2020. وحسب تقرير رسمي تضمنه العرض المقدم للمدير العام للجمارك الجزائرية، نور الدين خالد، على هامش زيارته الأخيرة لولاية تبسة، حيث جاء في التقرير الإحصائي أن سنة 2019 سجلت فيها 3 عمليات بيع بالمزاد العلني العمومي بعملية

عددها بلغ 11.6 مليون بطاقة نهاية 2021 زيادة بـ20% في البطاقات البيبنكية المتداولة

في مجال قيمة الصفقات. غير أن تجمع النقد الآلي اعتبر هذه الأرقام "ما دون الوسائل والقدرات التي تمت مباشرتها في ميدان الدفع عبر الأنترنت من طرف الفاعلين في المجال". وذكر في تقريره بالتعاون مع كافة الفاعلين في هذا المجال، لترقية السبع عبر الأنترنت، لا سيما عبر تخفيف إجراءات دمج منصة الدفع عبر الأنترنت وفتح النشاط للمطورين والشركات الناشئة ودمج الأسواق الإلكترونية، ومضاعفة حملات الاتصال الموجهة للزبائن والتجار.

وصاحب زيادة عدد البطاقات البيبنكية المتداولة، ارتفاع الصفقات المنجزة على الموزعات الآلية للأوراق النقدية بـ50,14% من المائة في 2021، من خلال إجراء 87,7 مليون صفقة مسجلة بمبلغ 1,7289 مليار دينار (+61,13%). وسجل هذا الارتفاع رغم ركود حظيرة الموزعات الآلية للأوراق النقدية (3.053 جهاز في 2021 مقابل 3.030 في 2020).

وحسب تجمع النقد الآلي، فإن زيادة المعاملات تعود من جهة لتغير سلوك حاملي البطاقات الجزائريين الذي أصبحوا يفضلون السحب من الموزعات الآلية للأوراق النقدية على اللجوء إلى شبائيك مراكز البريد أو البنوك، لاسيما منذ إطلاق الخدمة وظهور جائحة كوفيد-19.

أما المعاملات الإلكترونية التي تمت عبر أجهزة الدفع الإلكتروني، فقد سجلت هي الأخرى ارتفاعا بنسبة 202,14% من المائة أي من 711.777 معاملة في 2020 إلى 2.150.529 في 2021.

كما ارتفعت قيمة هذه المعاملات بنسبة 219,26% من المائة لتبلغ 15,12 مليار دينار في 2021، مقابل 4,73 مليار دج في 2020، وهذا بفضل زيادة عدد أجهزة الدفع الإلكتروني لدى التجار بنسبة 10,64% من المائة بمجموع 37.561 جهاز دفع إلكتروني، مقابل 33.945 جهاز عام من قبل. ويرى التجمع أن حظيرة أجهزة الدفع الإلكتروني في الجزائر تبقى "ضئيلة جدا" مقارنة مع احتياجات السوق الحقيقية، بالنظر إلى عدد التجار المصرح بهم وأغلبية السكان الحاملين لبطاقة دفع. مرجعا هذه النسبة المنخفضة إلى "عدم انضمام التجار لهذا المسمى تهربا منهم من متابعة المعاملات وكذا ثمن أجهزة الدفع وتكاليف استقلالها وصيانتها التي يعتبرونها مرتفعة إلى جانب نقص المهنيين لوضع الأجهزة وصيانتها".

أشار التقرير السنوي الأخير لتجمع النقد الآلي إلى أن عدد البطاقات البيبنكية المتداولة قد ارتفع بنسبة 20% مع نهاية سنة 2021 مقارنة بسنة 2020، ليصل عددها إلى 11.6 مليون بطاقة.

ق-! وأوضح تجمع النقد الآلي أن عدد البطاقات البيبنكية التي أصدرت حتى 31 ديسمبر 2021، شهد ارتفاعا بـ1.988.607 بطاقة إضافية، مقارنة بنفس الفترة من السنة الماضية، أي بنسبة 20,67%. وانتقل هذا العدد من 9.621.017 بطاقة في 2020 إلى 11.609.624 بطاقة بجميع أنواعها، متداولة حتى نهاية السنة الماضية.

وتتوزع هذه البطاقات بين حظيرة البنوك التي تبلغ 2.768.285 بطاقة، أي بنسبة 24% من العدد الإجمالي للبطاقات المتداولة، مقابل 8.841.339 بطاقة ذهبية أصدرها "بريد الجزائر" بمعدل 76% من الحظيرة الموجودة.

وتمثل جميع البطاقات المتداولة نسبة 40% من عدد الحسابات الجارية المفتوحة لدى البنوك و"بريد الجزائر"، والتي يبلغ عددها، حسب المجمع، 29.127.921 حساب.

وأوضح التجمع أن 10.248.097 من البطاقات المتداولة تستفيد من خدمة الدفع عبر الأنترنت، من بينها نسبة 94% تشتغل بكلمة سر ديناميكية ونظام "أمانا"، مضيفا أن 6% من البطاقات التي تزال تشتغل بكلمة سر ثابتة (586.804 بطاقة) ما تزال على ذلك "لأسباب تتعلق بتحديث أرقام الهواتف الضرورية لكلمة السر الديناميكية".

أما بخصوص أفاق تطوير عدد البطاقات البيبنكية، فقد أكد تجمع النقد الآلي على "احتمالية وجود هامش نمو في هذا الصدد".

ويراهن التجمع على توزيع 5 ملايين بطاقة إضافية، خلال السنوات المقبلة الجارية، حيث ينتظر أن يتجاوز العدد الإجمالي للبطاقات البيبنكية 16 مليون في أفاق 2024، من بينها 13 مليون بطاقة ذهبية، حسب توقعات تجمع النقد الآلي.

الدفع عبر الأنترنت دون مستوى الوسائل التي تم تمخيرها

في المقابل، أشارت الحصيلة، إلى نمو سنوي لافت للدفع عبر الأنترنت والذي بلغ 70,25% من المائة مقارنة مع 2020، في مجال عدد الصفقات و106,07% من المائة

في انتظار إعادة النظر في قانون المالية 2022 3000 محضر قضائي في إضراب مفتوح ابتداء من اليوم الأحد

■ فرض رسوم التسجيل على محضر المحضر القضائي تفوق قيمة المحضر ذاته

■ رفع الرسوم تؤدي إلى عزوف المواطنين عن اللجوء إلى العدالة

وأشارت الغرفة إلى أن فرض نسب مرتفعة على دخل المحضر القضائي، سيؤدي لا محالة إلى غلق المكاتب ودفع أغلبية المحضرين القضائيين وأعوانهم ومساعدتهم إلى البطالة. وأضاف ذات المصدر أنه بعد المساعي الحديثة التي قامت بها هيكل مهنة المحضر القضائي مع الجهات المعنية والتي بقيت دون استجابة، قررت الغرفة الوطنية مجتمعة بأعضائها ويمداولاتها في نهاية الشهر المنصرم، تعليق عمل المحضر القضائي على المستوى الوطني ابتداء من اليوم الأحد، وذلك إلى إشعار لاحق.

من جهة أخرى، قررت الغرفة الوطنية مجتمعة تعليق العمل بقانون المالية لسنة 2022 إلى إشعار لاحق. كما قررت الغرفة فتح قنوات الاتصال والحوار مع الجهات الوصية لإعادة النظر في قانون المالية لسنة 2022، فيما يخص مهنة المحضر القضائي يضيف ذات المصدر.

■ ك.ع

■ قرر 3000 محضر قضائي تعليق عملهم على المستوى الوطني، ابتداء من اليوم الأحد، الموافق للسادس من فيفري الجاري، وذلك إلى غاية إشعار آخر. وعن سبب الدخول في الإضراب أوضحت الغرفة الوطنية للمحاضرين القضائيين في بيان حصلت "الفجر" على نسخة منه، أنه جاء رفضا لما جاء في قانون المالية لسنة 2022، وخلصت الغرفة الوطنية للمحضرين القضائيين إلى هذا القرار بعد اجتماع قام به أعضاؤها، ناقشوا فيه ما جاء في قانون المالية لسنة 2022 من ترتيبات خاصة بمهنة المحضر القضائي، التي اعتبرتها مجحفة في حق المهنة وستؤدي إلى إفلاس المحضر القضائي، إذ أن فرض رسوم التسجيل على محاضر المحضر القضائي، تفوق قيمة المحضر ذاته، مما سيدفع بالمتقاضيين إلى العزوف عن اللجوء إلى العدالة للمطالبة بحقوقهم، وهذا ما يمس بمبدأ حق اللجوء إلى القضاء حسب ذات المصدر.

في عدد البطاقات البنكية المتداولة

ارتفاع الدفع الالكتروني بنسبة 20 بالمائة خلال 2021

البنكية، فقد أكد تجمع النقد الآلي على «احتمالية وجود هامش نمو في هذا الصدد».

ويراهن التجمع على 5 مليون بطاقة إضافية مقارنة مع 2021، خلال السنوات المقبلة. ومن المنتظر أن يتجاوز العدد الإجمالي للبطاقات البنكية 16 مليون في أفق 2024، من بينها 13 مليون بطاقة ذهبية، بحسب توقعات تجمع النقد الآلي.

وأشارت الحاصيلة، من جانب آخر، إلى نمو سنوي لافت للنظر للدفع عبر الانترنت والذي بلغ 70.25 بالمائة مقارنة مع 2020 في مجال عدد الصفقات 106.07 بالمائة في مجال قيمة الصفقات. غير أن تجمع النقد الآلي يوضح بأن هاته الأرقام تبقى «ما دون الوسائل والقدرات التي تمت مباشرتها في ميدان الدفع عبر الانترنت من طرف الفاعلين في المجال». وذكر التجمع في تقريره الأعمال المنجزة عام 2021 بالتعاون مع كافة الفاعلين في هذا المجال، والتي ترمي إلى ترقية البيع عبر الانترنت، من خلال سيما تخفيف إجراءات دمج منصة الدفع عبر الانترنت وفتح النشاط للمطورين والشركات الناشئة ودمج الأسواق الالكترونية، بل وأيضا مضاعفة حملات الاتصال الموجهة للزبائن والتجار.

وقد صاحب زيادة عدد البطاقات البنكية المتداولة ارتفاع الصفقات المنجزة على الموزعات الآلية للأوراق النقدية بـ 50.14 بالمائة في 2021، مع 87.7 مليون صفقة مسجلة بمبلغ 1.728.9 مليار دينار +61.13. وقد سجل هذا الارتفاع رغم ركود حظيرة الموزعات الآلية للأوراق النقدية 3.053 جهازا في 2021 مقابل 3.030 في 2020. مخ

أشار التقرير السنوي الأخير لتجمع النقد الآلي إلى أن عدد البطاقات البنكية المتداولة قد ارتفع بنسبة 20 في المائة مع نهاية سنة 2021 مقارنة بسنة 2020، ليصل عددها إلى 1111.6 مليون بطاقة.

إلى ذلك أوضح تجمع النقد الآلي أن عدد البطاقات البنكية التي أصدرت حتى الـ 31 ديسمبر 2021 قد شهد ارتفاعا بمعدل 1.988.607 بطاقة إضافية مقارنة بنفس الفترة من السنة الماضية، أي بنسبة 20.67 في المائة. وقد انتقل هذا العدد من 9.621.017 بطاقة في 2020 إلى 11.609.624 بطاقة بجميع أنواعها، متداولة حتى نهاية السنة الماضية.

وتنوزع هذه البطاقات بين حظيرة البنوك التي تبلغ 2.768.285 بطاقة، أي بنسبة 24 في المائة من العدد الإجمالي للبطاقات المتداولة، مقابل 8.841.339 بطاقة ذهبية أصدرها بريد الجزائر بمعدل 76 في المائة من الحظيرة الموجودة. وتمثل جميع البطاقات المتداولة نسبة 40 في المائة من عدد الحسابات الجارية المفتوحة لدى البنوك و بريد الجزائر، والتي يبلغ عددها، حسب المجمع، 29.127.921 حسابا.

وأوضح التجمع في الحاصيلة ذاتها أن 10.248.097 من البطاقات المتداولة تستفيد من خدمة الدفع عبر الانترنت، من بينها نسبة 94 في المائة تشتغل بكلمة سر ديناميكية ونظام «أكثر أمانا» مضيفا أن 6 في المائة من البطاقات التي تزال تشتغل بكلمة سر ثابتة (586.804 بطاقة) ما تزال على ذلك «لأسباب تتعلق بتحديث أرقام الهواتف الضرورية لكلمة السر الحركية». أما بخصوص أفق تطوير عدد البطاقات

التأمين على الكوارث الطبيعية تغطية 12% من الأملاك العقارية

التأمين، التي يصدرها المجلس الوطني للتأمينات، أنه «من أجل وضع حد لعدم احترام إلزامية الاكتتاب في هذا التأمين من قبل المواطنين والتجار والمقاولين، تمكف فرق عمل تابعة لاتحاد شركات التأمين وإعادة التأمين والشركة المركزية لإعادة التأمين، على مراجعة التنظيم الذي يحكم نظام تأمين كات-كات بهدف الوصول، من خلال الجهاز المؤسساتي الجديد، إلى تعميم الاكتتاب في هذا النوع من التأمين».

وأكد بن ميسية، أن التأمين على الكوارث الطبيعية (كات-كات)، الذي استحدث في 2003 ودخل حيز التطبيق في 2004، يشكل مكسبا بالنسبة لسوق التأمينات الوطنية، مشيرا إلى أن هذا المنتج «نادرا ما يكون موجودا في البلدان الناشئة».

تأسف رئيس اتحاد شركات التأمين وإعادة التأمين، يوسف بن ميسية، لكون التأمين على الكوارث الطبيعية (كات-كات) لا يغطي سوى 12% من الأملاك العقارية رغم طابعه الإلزامي.

قال بن ميسية لـ «مجلة التأمين»، إن التأمين على الكوارث الطبيعية (كات-كات) «لم يلق إقبالا رغم طابعه الإلزامي»، موضحا أن «تأمين كات-كات لا يغطي حاليا في الجزائر سوى 12% من الأملاك العقارية للخواص. وهذا يعني أن نحو 90% من المواطنين المالكين لسكناتهم لا يحمونها من خطر الكوارث الطبيعية». وأضاف، أن الأمر كذلك لدى أغلبية التجار والمقاولين، الذين لا يؤمنون على الكوارث الطبيعية، مع أنهم ملزمون بذلك.

وجاء في آخر عدد من «مجلة



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

البنك المركزي الجزائري
MINISTÈRE DES FINANCES